



Agenda

Lundi 6 mars 2017

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, Statistique et Finance (salle 3).

-15h : **Guy VALLANCIEN**, membre de l'Académie nationale de Médecine et de l'Académie de Chirurgie : « *Quelles réformes de notre système de santé pour assurer l'équilibre de l'assurance maladie sans affecter la qualité des soins ?* »

- Comité secret

Lundi 13 mars 2017

-15h : **Jean-Marc DANIEL**, Professeur associé à l'ESCP Europe et directeur de rédaction de la revue *Sociétal* : « *Le paritarisme : un atout ou un handicap pour l'avenir ?* ».

Vendredi 17 mars 2017

-9h : Remise du Prix 2016 de la Fondation Olivier Lecerf (Grande salle des séances).

Lundi 20 mars 2017

-15h : **Agnès VERDIER-MOLINIÉ**, Directrice de l'Ifrap : « *Comment réduire le mille-feuilles territorial et les dépenses des collectivités locales ?* »

Lundi 27 mars 2017

-15h : **Gilbert CETTE**, membre du CAE : « *Quelle réforme du Code du travail pour améliorer la compétitivité et la croissance de l'économie et réduire le chômage ?* »

-18h : Conférence de **Vincent COUSSEDIÈRE** : « *Populisme ou retour des peuples européens ?* », présentée par **Chantal DELSOL** (Grande salle des séances).

Lundi 3, 10 et 17 avril 2017

Pas de séance

Lundi 11 avril 2017

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, Statistique et Finance (à l'extérieur).

Lundi 24 avril 2017

-15h : **Michèle DEBONNEUIL**, Administrateur de l'INSEE, Inspecteur général des Finances : « *L'essor des services à la personne : une solution pour la réduction de notre chômage structurel ?* »

Lundi 1^{er} mai 2017 : Pas de séance

Séance du lundi 27 février

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 21 février, le président **Michel Pébereau** a fait procéder aux dépôts d'ouvrage. **Alain Duhamel** a présenté *Napoléon et de Gaulle. Deux héros français* (Paris, Perrin, 2017, 400 p.) de Patrice Gueniffey et **Yvon Gattaz** *Le succès de la francophonie au XXI^e siècle* (Saint-Chéron, Éditions Unicité, 2017, 238 p.) d'Axel Maugey. Le président a alors cédé la parole à **Jean-Michel Blanquer**, ancien directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale et actuel directeur général du groupe Essec, qui a traité la question : « Comment revaloriser la filière professionnelle et l'apprentissage dans l'esprit des enseignants, des familles et des élèves ? »

Jean-Michel Blanquer a introduit son propos en affirmant sa conviction que la priorité devait être mise sur l'école maternelle et l'enseignement professionnel, en amont et en aval de la scolarité, dans la mesure où c'est là que se concentrent les principales difficultés. De fait, l'enseignement professionnel est souvent le choix par défaut d'enfants considérés en échec scolaire, ou à tout le moins inaptes à poursuivre un cursus général, et que guette par conséquent le risque de décrochage. Jean-Michel Blanquer a rappelé la dualité institutionnelle de l'enseignement professionnel français, qui oscillait, lors de sa fondation à la fin du XIX^e siècle, entre le ministère de l'Instruction publique et celui de l'Industrie et du Commerce. Aujourd'hui, la voie professionnelle accueille 40 % d'une classe d'âge arrivant au lycée, soit environ 240 000 élèves chaque année. Ceux-ci se répartissent entre deux filières, le lycée professionnel (660 000 élèves en tout) et l'apprentissage (430 000 apprentis). L'intervenant a détaillé les principaux défauts d'un système pesant, illisible (multiplicité des formations, des diplômes et des contrats) et globalement peu efficace, qui ne répond que très imparfaitement aux attentes des élèves et aux besoins des entreprises, comme en témoignent respectivement un taux d'abandon élevé (25 % en CAP) et une insertion aléatoire sur le marché du travail. Moins coûteux que le lycée professionnel, l'apprentissage obtient de meilleurs résultats. Jean-Michel Blanquer a relevé, au passage, la diffusion de la formule dans l'enseignement supérieur (qui compte désormais pour un tiers des apprentis), avec des résultats pleinement satisfaisants.

À la lumière de ce constat, Jean-Michel Blanquer a proposé une refonte globale du système, qui généraliserait l'apprentissage à toute la voie professionnelle, ferait passer cette dernière sous la tutelle exclusive des régions et redéfinirait ses contenus. Tout en conservant l'indispensable transmission des savoir-faire, l'accent serait ainsi mis sur les nouvelles technologies et sur la formation à l'entrepreneuriat, de manière à favoriser la création de richesses dans des domaines de pointe. L'image des filières professionnelles en serait fortement valorisée. Une telle réforme, qui donnerait lieu à une introduction graduelle et expérimentale, suppose de décloisonner l'enseignement professionnel et de rapprocher sa gouvernance des réalités économiques locales. Pourrait ainsi être envisagée la présence de représentants d'entreprises locales au sein de conseils d'administration. Une autre piste serait de faire appel à des formateurs issus du monde de l'entreprise, ce qui permettrait de redéployer les enseignants sur d'autres postes dans l'Éducation nationale. De manière générale, l'orateur a préconisé une approche basée sur la subsidiarité, qui laisserait aux acteurs de terrain l'initiative des décisions, dans un cadre juridique de base garanti par l'État.

À l'issue de son intervention, **Jean-Michel Blanquer** a répondu aux questions que lui ont posées **Gilbert Guillaume**, **François d'Orcival**, **Yvon Gattaz**, **Jean-Robert Pitte**, **Michel Pébereau**, **Jean-Claude Trichet**, **Pierre Delvolvé**, **Philippe Levillain**, **Bruno Cotte** et **André Vacheron**.

Résolution de l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a voté le 21 février, avant la clôture des travaux de la XIV^e législature, une « Résolution sur les sciences et le progrès dans la République » dans laquelle elle fait mention de l'Académie des sciences morales et politiques et de son rôle de conseil auprès des pouvoirs publics : « L'Assemblée nationale [...] 4. Souhaite, ainsi que le préconisent l'Académie des sciences, l'Académie des technologies et l'Académie des sciences morales et politiques, que le Gouvernement encourage une plus grande interaction entre enseignements en sciences technologiques et sciences humaines dès les classes de lycée, ainsi que dans la suite de tous les cursus scientifiques et inversement ; [...] 6. Souhaite que les travaux et les recommandations des académies soient davantage suivis, tant dans le domaine de l'enseignement que dans ceux de la décision politique et considère que celles-ci devraient avoir pour mission d'émettre des avis sur les propositions du Gouvernement en matière scientifique et technologique »

Entretiens de l'Académie

Quatre-vingt auditeurs environ étaient réunis le lundi 27 février de 9h à 13h dans la grande salle des séances pour la seconde partie du colloque sur « L'enseignement de l'économie dans les lycées » organisé par la section Économie de l'Académie des sciences morales et politiques. Après l'introduction de **Michel Pébereau** et **George de Menil**, les intervenants ont fait part de leurs propositions pour un enseignement plus dynamique et plus en phase avec l'économie telle qu'elle se vit actuellement. Exemples à l'appui, Martin Hellwig (Institut Max Planck, Bonn), a rappelé que la science économique n'était pas une théorie mais un langage pour développer des modèles de compréhension de la réalité, d'où l'importance de bien définir le cadre conceptuel dans lequel se déploient les analyses. Des pédagogies employées dans l'enseignement supérieur et qui pourraient davantage être utilisées au lycée ont été présentées : Leo Guthart (ancien enseignant à la Harvard Business School) a témoigné de la révélation qu'avait été pour lui la « méthode des cas » (*Case Method*) et Jean-Marc Tallon (École d'économie de Paris) a donné l'exemple de jeux développés dans les centres d'économie expérimentale. Yann Coatanlem (président du Club Praxis) a évoqué un certain nombre d'aspects de la vie des entreprises qui devraient être davantage intégrés aux programmes, comme la comptabilité. Chacune des communications a été suivie d'échanges au cours duquel des enseignants de SES présents ont pu faire part de leur expérience de terrain. Au terme de la matinée, George de Menil a conclu qu'une amélioration était souhaitable et possible dans l'enseignement de l'économie au lycée, mais qu'au-delà des programmes, elle nécessitait une réflexion plus globale, étendue aux méthodes et aux modes d'évaluation. L'Académie fera connaître ses propres préconisations le mois prochain à la commission chargée de repenser les programmes, lors de l'audition demandée par le ministre de l'Éducation nationale.

Divers organes de presse ont fait écho, avec plus ou moins de rigueur, à cette seconde session : « Présidentielle : quand la science économique économique revient dans le débat public » (Béatrice Mabilon-Bonfils, Virginie Martin, *La Tribune*, 24 février), « Enseignement de l'économie au lycée : l'heure des propositions des patrons » (sic) (www.boursorama.com, 26 février) ou « Comment innover pour enseigner l'économie au lycée » (Marie-Estelle Pech, *Le Figaro*, 28 février).

Dans la presse et sur les ondes

- **Haïm Korsia** a accordé à l'occasion du dîner annuel du Crif un entretien à Jean-Marie Guénois dans *Le Figaro* du 21 février (« Un seul impératif, faire barrage aux extrêmes »). Sur fond de campagne électorale, le grand rabbin de France y a livré sa vision de la communauté nationale et de l'engagement politique : « La France s'est construite dans l'histoire comme une terre d'asile et d'accueil. [...] L'engagement, le sens du devoir et l'ambition de partager une communauté de destin : là réside notre identité. [...] Nous sommes dans une société de grande défiance. Chacun devient un danger pour l'autre, chacun vit l'autre comme un risque pour lui-même. La question aujourd'hui est d'être capable d'élever le débat... Or, les religions ont la spécificité d'appeler à la transcendance, au dépassement de soi. Et le politique devrait pouvoir s'en inspirer. [...] En France, la parole publique est banalisée alors qu'elle a une importance capitale. Ce sont les mots et les idées qui élèvent et rassemblent, pas les mesures techniques. » » Interrogé sur le marasme economico-social ambiant, il a notamment répondu : « Je mesure la souffrance que vivent un trop grand nombre de nos concitoyens. Ils ont des difficultés à se loger, à trouver un travail ou à vivre décemment. D'autres craignent pour leur sécurité. La solution est de produire ensemble. Il faut créer de nouvelles solidarités, mieux répartir le fruit du travail. Et commencer par réenchanter l'idée du travail. Car dans la Bible, le travail est une bénédiction. Le travail des hommes n'est pas une malédiction, interprétation erronée qui résonne dans les tréfonds de notre conscience, avec ce faux idéal de posséder des biens sans travailler... Dans le judaïsme, le travail est appréhendé comme un accomplissement et le moyen de ne pas dépendre des autres, si ce n'est de Dieu, lorsqu'on y croit ! »

- « Taxer le carbone, l'outil le plus efficace face au défi climatique selon **Jean Tirole** », article d'Hélène Gully dans *Les Échos* du 25 février. S'inspirant des idées développées dans *Économie du bien commun* et du principe selon lequel « il est plus efficace d'agir par des prix que par des interdictions ou des règlementations », il détaille les deux manières par lesquelles le prix Nobel d'économie propose de faire payer les émissions de carbone : une taxe carbone universelle ou l'achat de droits d'émission, l'une ou l'autre de ces méthodes paraissant également appropriées du moment qu'elles contribuent à réduire la pollution.

À savoir

- **Haïm Korsia** était le 23 février à Évreux, sur la base aérienne 105, en tant que vice-président du Souvenir français, pour une intervention à deux voix avec le président national de l'association, le contrôleur général des armées Serge Barcellini, sur le thème : « La mémoire, une obligation des temps présents ». La conférence était plus particulièrement destinée aux cadets de la Défense et aux jeunes de la préparation militaire du département de l'Eure. « Il y a un temps où les témoins de guerre vont partir. Mais entendre un témoin fait devenir témoin » a entre autres déclaré Haïm Korsia à leur adresse.